

1982**Source :**
La Revue nouvelle
N° 2 - février 1982

Moyen-Orient : l'après-Sadate

Marcel Liebman

Il y a deux manières d'aborder, dans ses diverses péripéties, le « problème du Moyen-Orient » (et quelques autres qui relèvent également de la politique internationale) : en soi et pour soi, afin de le comprendre mieux et, éventuellement, d'infléchir son évolution, ce qui est bien évident. Mais il existe une autre façon : le tenir pour un révélateur, parmi d'autres, de notre propre mentalité, de l'état de notre propre opinion publique, des mécanismes de notre société occidentale. Les réactions qui ont suivi l'assassinat d'Anouar el Sadate sont, de ce point de vue, on ne peut plus révélatrices.

Souvenez-vous. C'était hier encore. La nouvelle de sa mort a éclaté comme un coup de tonnerre et, aussitôt connue, elle a provoqué, chez nous, une réaction unanime. L'Occident a pris le deuil. Il venait, semblait-il, de perdre un des siens et dans les conditions les plus tragiques. Certes, la disparition des hommes d'Etat ne se prête guère à une évaluation sobre de leur carrière. L'homélie et l'hommage sont la règle ; le dithyrambe s'impose et l'omission est de rigueur. C'est donc ainsi qu'on nous a présenté l'événement et ainsi que nous l'avons senti : en la personne du président Sadate, le monde perdait un bienfaiteur, la paix un de ses trop rares défenseurs. Oubliée l'époque où le même Sadate déclenchait une guerre d'agression (ou de récupération de territoires). Oubliés les dérapages d'une libéralisation plus prometteuse que réelle : cette interminable liste de victimes arrêtées quelques semaines à peine avant le drame. Oubliée la misère grandissante de l'Egypte, ou plutôt de l'immense majorité des Egyptiens. Prouvant une nouvelle fois qu'elle a encore et toujours mal à ses Juifs, l'Europe ne retenait que le voyage à Jérusalem et la paix (séparée) avec Israël.

Dans les jours qui ont suivi le drame, on s'est vite rendu compte que le monde arabe réagissait tout autrement. Des hommes politiques manifestaient leur satisfaction ; des organisations exprimaient même de la joie et les simples réserves émises par quelques diplomates suffisaient, chez nous, à provoquer le scandale. Il y eut aussi, en quelque sorte, l'épreuve des faits : les funérailles de Sadate furent une étrange cérémonie que bouda le peuple égyptien, que boycottèrent la plupart des Etats arabes,

mais où l'Europe et les Etats-Unis (trois anciens présidents réunis au Caire !), par délégation authentique, pleurèrent le défunt. On ne se contenta pas de noter cette différence entre la peine les uns et le soulagement des autres. On décréta que le monde arabe venait, une nouvelle fois, de démontrer tout à la fois son fanatisme et son mépris de la vie humaine. On a rarement consenti à s'interroger sur les causes de ce contraste. Les Arabes avaient tort. Les Arabes faisaient scandale. La preuve ? C'est qu'ils ne réagissaient pas comme nous. Bel exemple d'un européocentrisme que l'on croyait cependant en perte de vitesse.

Un pari perdu

Dans les media, on s'est refusé à comprendre - et, en tout cas, à faire comprendre - l'exacte portée de la politique menée par Sadate (s'agissait-il d'ailleurs encore de politique dès lors qu'on le présentait comme un héros, un bienfaiteur, un héraut, un martyr de la paix et de la réconciliation entre les peuples ?). En réalité, ce n'est pas sous-estimer l'extrême audace imaginative et le simple courage qu'il lui a fallu pour se rendre à Jérusalem en novembre 1977 que de voir dans son initiative un pari, presque un coup de dés, inspiré par une conviction stratégique : son pays ne récupérerait ses territoires et son canal et le Moyen-Orient ne retrouverait une certaine paix que moyennant une pression exercée par les Etats-Unis sur Israël. Le « pèlerinage en Terre sainte », propre à frapper - et pour les meilleures raisons parfois - les imaginations occidentales, favorisait ce dessein. Pour la majorité des Arabes, cependant, il constituait un camouflet et une trahison. Non seulement parce que c'était une initiative isolée brisant la relative unité contre l'« ennemi sioniste » et que Sadate mettait ses alliés et partenaires devant un fait accompli, mais aussi parce qu'il tournait brusquement le dos au réflexe de haine et de refus à l'encontre d'Israël dans lequel le verbalisme radical des Arabes (individus, organisations et Etats réunis) s'était généralement réfugié. Le monde arabe se sentit lâché par son leader le plus autorisé. Il ne pouvait en être autrement et le « rais » le savait. Il espérait toutefois apaiser les critiques et même les imprécateurs : il offrirait la preuve que sa politique ne visait pas uniquement des objectifs « égoïstes ». Elle permettrait aussi de débloquent la question palestinienne et de sortir de l'impasse du double refus (les Arabes refusant Israël et Israël refusant les Palestiniens et la Palestine). Là où les armes et les anathèmes avaient échoué, sa diplomatie intelligente devait réussir. « J'ai pactisé avec l'ennemi ? Peut-être. Mais, ce faisant, j'ai jeté les bases d'un Etat palestinien. Quelle différence avec l'effet produit par vos victoires rhétoriques et votre impuissance militaire ! ». Si le chef d'Etat égyptien avait pu tenir ce langage, il aurait désarmé ses plus farouches ennemis.

Malheureusement pour lui, ses interminables pourparlers avec Begin n'ont pas abouti à ce résultat. Moins que jamais dans l'esprit des Israéliens, il n'est question d'un

Etat palestinien indépendant et l'« autonomie » qui, en principe, et selon la version égypto-américaine des accords de Camp David, aurait dû y conduire, n'est pour Begin qu'une étape vers l'annexion de la Cisjordanie. Sadate a donc perdu son pari. Lorsque la « trahison » se double d'un échec, elle devient impardonnable. C'est un homme isolé et vaincu que les intégristes musulmans ont abattu le 6 octobre dans les environs du Caire.

Le plan Fahd et les louvoiements de l'OLP

Au Moyen-Orient, l'après-Sadate s'est confondu avec le « pré-Fahd ». On a pu croire quelque temps que ce plan saoudien pour une solution globale du problème israélo-arabe allait succéder à la stratégie bloquée mise en oeuvre par l'Egypte. Le programme mis en avant par Ryad n'était pas entièrement nouveau, mais le vide créé par la mort de Sadate - et la nécessité de le combler - lui donna un regain d'actualité et un surcroît d'intérêt. L'idée des Saoudiens se ramenait à un « *package deal* » où des concessions majeures qu'aurait consenties Israël (évacuation de Jérusalem et des territoires conquis en 1967, reconnaissance du droit au retour pour les réfugiés palestiniens) trouvaient leur contrepartie dans une reconnaissance (implicite mais infiniment probable) de l'Etat hébreu. Les Américains hésitèrent entre un rejet catégorique et un encouragement discret. Les Soviétiques, que les Saoudiens songeaient à associer aux futures négociations, ne manifestèrent ni refus ni enthousiasme. Par contre, les Etats arabes les plus durs - la Syrie en tête - proclamèrent leur opposition catégorique, ce en quoi ils se retrouvèrent aux côtés des Israéliens, non moins intransigeants. L'attitude des Palestiniens trahit un flottement significatif.

Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine, avait été associé à la mise au point du plan. Lorsqu'il fut présenté à l'opinion publique mondiale, le leader palestinien lui apporta son appui, précisant en outre, lors d'un voyage au Japon, qu'il impliquait la « coexistence » entre un Etat palestinien et l'Etat d'Israël. Comme cela est si souvent et trop souvent le cas en pareilles circonstances, une mise au point suivit selon laquelle la presse avait mal interprété ses paroles. Ces « pas en avant » ponctués de rectifications sont une pratique courante dans l'OLP. Ils témoignent de la tactique louvoyante à laquelle est contrainte sa direction. Résignée à un compromis avec les Israéliens fondé sur la reconnaissance mutuelle (*de jure* ou *de facto*), elle doit compter avec une forte opposition de fractions influentes de son organisation qui rejettent et condamnent cet esprit de réalisme qu'elles tiennent pour une capitulation devant le sionisme.

Il y a des années que ce conflit interne divise les rangs de la résistance palestinienne. A ces luttes fractionnelles s'ajoutent des alignements internationaux qui les consolident et les compliquent. L'Organisation de libération de la Palestine ne dispose que d'une liberté de manoeuvre limitée. Dépendante du soutien politique et

financier des Etats arabes, elle doit compter avec leurs divisions, leurs divergences et les soubresauts de leurs stratégies : conflits durables entre la Syrie et l'Irak, guerre entre le même Irak et l'Iran, relations difficiles entre la Jordanie et la Syrie, tensions entre l'Algérie et le Maroc, pour ne rien dire des initiatives prises par le régime libyen. Ces données plus ou moins diplomatiques ont d'autant plus de répercussions au sein de l'OLP que de nombreux pays arabes y ont organisé et y soutiennent des mouvements qui leur sont liés par des liens de vassaux à suzerains.

On s'en est encore rendu compte à la veille du sommet de Fès et pendant son déroulement, alors que les chefs d'Etat arabes étaient invités à discuter le plan Fahd. A l'exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat, partisan du plan et donc d'une formule de compromis avec Israël, fut mis en minorité. Prenant acte de ce rapport de forces, Farouk Kaddoumi, qui fait fonction de « ministre des Affaires étrangères » de l'OLP, déclara publiquement que le plan saoudien était « inacceptable, inopportun et dangereux ». Mais contrairement à certains Etats du « front du refus », l'OLP ne refusa pas pour autant de prendre part à la réunion de Fès et laissa entendre que son opposition aux propositions de Ryad serait remise en cause si les Etats-Unis leur faisaient un accueil plus favorable. Peu de temps avant, le nom de Yasser Arafat avait été hué par des manifestants iraniens qui n'acceptaient pas sa modération.

Les modérés décimés

La modération d'Arafat et donc de la direction de l'OLP est une donnée certaine et précaire de la situation au Moyen-Orient. Depuis l'époque où la résistance palestinienne n'avait d'autre ambition que de créer, en lieu et place d'Israël, un Etat palestinien « démocratique et laïc », les choses ont bien changé. A cet objectif ultime s'est substitué un but plus immédiat : l'établissement d'un Etat palestinien indépendant « sur toute portion de territoire libérée ». Certes, on insistait sur le caractère transitoire d'une telle solution dont on précisait qu'elle ne rendait pas caduque l'idée - ou l'idéal - d'une Palestine unique. Mais à différentes déclarations, on constatait que la fidélité au « but final » avait une valeur de plus en plus rhétorique. C'est dans cette optique que l'OLP s'est efforcée, des années durant, de jouer la carte européenne dont tout le monde savait qu'elle était synonyme d'un compromis avec Israël. Cette évolution s'est heurtée à la rigidité dogmatique de nombreuses fractions palestiniennes, soutenues par certains Etats arabes (tantôt la Libye, tantôt l'Irak, tantôt la Syrie). Certains parmi les plus proches collaborateurs d'Arafat ont payé de leur vie cette divergence fondamentale. Ils étaient tous, à des titres divers, connus pour la modération de leurs vues - et en particulier Naïrm Khader qui avait souvent déclaré que le passage de la coexistence entre Israël et la Palestine à l'« Etat démocratique et laïc » unique ne pourrait se faire

qu'avec l'accord des Israéliens eux-mêmes, ce qui revenait à reculer à l'extrême et même à remettre totalement en cause sa réalisation.

Aujourd'hui, cette modération est plus menacée que jamais. Les hésitations et la timidité des Européens n'y sont pas étrangères. L'intransigeance des Israéliens en est surtout responsable. Quand Sadate est mort, ses alliés de Tel-Aviv se sont répandus en lamentations. Ils ont réagi comme si une catastrophe historique frappait leur propre pays. Cette catastrophe, leurs dirigeants ont tout fait pour la préparer. Chaque fois qu'ils ont ajouté une colonie supplémentaire à leurs implantations illégales en Cisjordanie, ils ont infligé à leur allié égyptien une humiliation riche de périls. Chaque fois qu'ils ont répété leur « non » inconditionnel à toute idée d'un Etat palestinien, ils ont planté un clou dans le cercueil de Sadate. Et lorsque, quelques jours à peine après une rencontre Sadate-Begin, ils se livraient au bombardement du réacteur irakien de Tamouz, ils posaient un dernier geste qui précipitait la chute du « raïs ».

Depuis lors, cette ligne dure se confirme et s'accroît. Nouvelles implantations en Cisjordanie¹, répression de toute manifestation d'opposition à la mainmise renforcée sur les territoires occupés, encore et surtout vote précipité d'une loi annexant le Golan sont autant de démonstrations révélant trop clairement les dispositions d'esprit des Israéliens, d'autant qu'aucune d'elles ne s'est heurtée à l'opposition cohérente de la gauche israélienne.

Une course contre la montre

Les extrémismes ont partie liée : celui d'Israël - gouvernement et minorité travailliste réunis - et celui, coalisé, de certains Etats arabes et de fractions minoritaires de l'OLP. Minoritaires pour combien de temps encore ? La voie diplomatique choisie par Arafat et par la majorité de son organisation paraît s'enliser. L'acceptation du plan Fahd comme base de négociation par les Américains et par les Israéliens aurait pu donner à la dynamique de la paix un nouveau souffle. La question cruciale de la double reconnaissance entre Palestiniens et Israéliens eût enfin été posée au plus haut niveau et sans faux-fuyants.

Nous n'en sommes pas là. Entre autres parce que les Etats-Unis ne sont toujours pas en mesure de répondre aux espoirs que Sadate mettait en eux. La pression du lobby sioniste y est plus lourde que jamais. A quoi s'ajoutent les hésitations de la diplomatie américaine. Le problème qu'elle doit résoudre est des plus graves : quels enseignements tirer de sa double défaite, à Téhéran et au Caire où elle a perdu, en la personne du Shah et celle de Sadate, deux de ses meilleurs alliés ? Et surtout :

¹ Aux huit points du plan Fahd, le ministre israélien de la Défense a répondu par huit nouvelles implantations de colonies, présentées officiellement comme autant de répliques à l'initiative saoudienne. Encore heureux que celle-ci n'ait pas compris un plus grand nombre de stipulations !

comment empêcher que le régime saoudien connaisse le même sort que le régime iranien ? Pour le consolider, il n'est de meilleur moyen que de renforcer son prestige et d'apaiser les forces de contestation qu'entretient la question palestinienne. Ce double objectif serait réalisé si le gouvernement de Ryad réussissait là où l'Egypte de Sadate a échoué : la conclusion d'une paix qui serait un ferment d'ordre et une garantie pour les conservatismes.

Washington, pourtant, hésite. Dans certains milieux militaires notamment, on affirme que le seul allié fiable que les Américains possèdent au Moyen-Orient, c'est l'Etat israélien. Aucun des Etats arabes n'offre les mêmes garanties de stabilité. Malgré ses outrances et malgré les risques qu'il fait courir à certains régimes arabes proaméricains, Begin resterait donc le partenaire le plus sûr, celui à qui il faut tout passer, même les provocations les plus éclatantes : bombardements de terreur, proclamations tonitruantes, annexions renouvelées.

Impossible de prévoir quel sera le choix de la diplomatie américaine, si tant est qu'elle se décide à choisir. Une chose continue cependant à forcer la conviction : il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient sans la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël. Les coups de force pratiqués par les extrémistes et l'attentisme impuissant des modérés - notamment en Europe - n'ont d'autre effet que de reculer l'échéance de la paix.

Et en particulier : la complaisance envers le gouvernement israélien et le refus de favoriser l'aile modérée de l'OLP vont dans le sens d'une exacerbation des antagonismes. Une course contre la montre est engagée : chaque jour qui passe sans qu'une tentative soit faite pour désarmer les extrémismes est un présent qui leur est fait. Si, à la faveur des occasions perdues, Yasser Arafat devait être éliminé de la direction de la résistance palestinienne, c'est alors seulement qu'on reconnaîtrait la modération de celui que, tous les jours, on dénonce comme un terroriste. Ceux qui ont refusé en son temps leur concours à Sadate pour le pleurer après sa disparition, se perdront dans de nouvelles lamentations. Mais le mur qui, ce jour-là, écrasera les amis de la paix, c'est eux surtout qui l'auront édifié.